

Nouvelles locales du vendredi 16 décembre 2011

@rib News, 16/12/2011 | Justice- Les avocats de la défense dans le procès sur le massacre de Gatumba se disent inquiets par le manque de transparence dans ce procès qui a coûté la vie à près de 40 personnes. Me Gedeon Mubirigi, l'un des avocats dans ce procès et vice-président du barreau de Bujumbura, souligne que la justice ne veut pas donner la parole aux membres du barreau et écouter les officiels de l'Etat. Selon lui, il y a des zones d'ombre dans ce procès de Gatumba, car, estime-t-il, la justice fait semblant d'ignorer les propos des accusés qui ont cité certains des agents de l'ordre public qui seraient derrière ce calvaire humain de Gatumba, il y a à peine trois mois. [Rpa]

Politique- Le parti Uprona continue à connaître des agitations internes, annonce le député Tati Sibomana. Selon lui, le député président de ce parti est en train de faire tout son possible pour avoir la levée de l'immunité de certains membres de ce parti dans le but de les traduire devant la justice, après la mort d'un jeune membre de ce parti tué ce mardi, lors des affrontements entre les membres de ce parti à Bujumbura. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Entre temps, le député Manwangari a passé sa deuxième nuit dans les cachots de la police, selon des sources proches de sa famille. Il avait été entendu encore une fois ce vendredi par la police sur la mort d'un membre de son parti tué mardi à Bujumbura. C'est d'autres jeunes membres de ce parti avaient été entendus eux aussi par la police sur le même dossier. [Rpa/Isanganiro]- Des sources proches de l'Uprona souligne que des procédures menées par le président de ce parti en collaboration avec certains des travailleurs de la première vice-présidence pour obtenir des moyens de mise en quarantaine politique de certains de leurs adversaires politiques. [Rpa]

Sécurité- Un certain Libère Nzeyimana connu sous le sobriquet de Mahopa est évadé de son lit de l'hôpital où il était hospitalisé après des coups de bâton qu'il a eu dans la police à Bujumbura il y a quelques jours. [Bonesha]- Le porte-parole de la police, Chanel Ntarabaganyi, affirme que cet ancien militaire du nom de Mahopa est évadé avec la complicité de gens qui lui ont amené une longue corde avec laquelle il s'est évadé. Selon Ntarabaganyi, la police se trouve à ses trousses. Il appelle les habitants de Bujumbura et des autres communes du pays à aider la police à le retrouver. [Isanganiro]- Le porte-parole de la police rejette un revers de la main les informations selon lesquelles Mahopa aurait été kidnappé et tué par des agents de la police. Selon lui, Mahopa est bel et bien évadé et des preuves prouvant son évadement sont encore visibles pour ceux qui veulent les voir. [Isanganiro]- Les enseignants des provinces de Cankuzo, Karusi et Muyinga désertent en grand nombre leurs postes d'attaches, craignant pour leur sécurité, selon des sources proches de leurs familles. [Rpa] - Dans la province de Karusi, les conditions de travail des enseignants membres des partis de l'opposition et surtout ceux du FNL de Rwasa sont déplorable. Ils se montrent inquiets pour leur sécurité et celle de leurs familles. Certains se trouvent dans les mains de la police pour tentative de collaborer avec les groupes armés. D'autres sont accusés d'avoir collaboré avec les groupes qui sèment la terreur dans cette partie du pays. [Isanganiro]- Le président de l'APRODH Pierre Claver Mbinimpa se montre inquiet par le fait que les enseignants sont en train de désertent suite au traitement infligé à leur entourage. Il estime qu'il est dommage que les victimes de cette chasse étaient plutôt venus augmenter le nombre de enseignants manquant souvent dans cette province de Karusi mais deviennent des ennemis des gens qu'ils rendaient finalement des services de donner de la connaissance. [Isanganiro]- La présidente de SLEB Chantal Nahisubije se montre elle aussi inquiet par cette chasse et surtout les arrestations des membres du corps enseignant dans cette partie du pays. Selon cette leader syndicaliste, les enseignants sont en train d'être déshonorés devant leurs propres enfants, car, souligne Nisubije, ils sont arrêtés souvent au travail en train de dispenser leurs cours. Elle demande au gouvernement de cesser cette chasse à l'homme. [Rpa/Isanganiro]- Le président de l'APRODH souligne de son côté que ce qui arrive aux enseignants ces derniers jours surtout dans les provinces de Muyinga, Cankuzo et Karusi rappellent ce qui s'est passé dans les années 1972 et 1993 quand des fonctionnaires de l'Etat ont été arrêtés et tués d'autres contraints à l'émigration. [Isanganiro]

Société- Le président a.i de la communauté islamique du Burundi Haruna Nkunduwigwa se montre satisfait par le message des Evêques catholiques du Burundi appelant les politiciens burundais à se mettre autour d'une table de négociation pour sauver le pays qui semble sombrer dans l'insécurité. Selon lui, le message est clair et il faut que les concernés se mettent autour de la table. [Rpa]